

20560 - Rémering(-lès-Puttelange).

Canton de Puttelange de 1790 à 1802, puis de Sarralbe. Richeling est réunie à Rémering de 1810 à 1835. A pour annexe la Tuilerie. Les annexes de la paroisse sont Grundviller et Richeling.

1746 - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé, 30 décembre 2021.

20560/1 - 20560/3 Administration générale.

1812 - 1870

20560/1

Autorités municipales, débits de boissons, détenus libérés, étrangers, incendies, soldats, fabrique, assistance, industrie.

1823 - 1869

Autorités municipales.

Plainte d'habitants contre le maire Nicolas Box notamment à propos de son comportement avec l'instituteur Mathias Linger (s. d.).

Rejet des plaintes de Jean Bour et Bernard Matz contre le maire Nicolas Beuck et demande du maire tendant à être autorisé à poursuivre en calomnie (1823, 1824).

Etat des candidats au poste d'adjoint (1835, 1836).

Administration du maire Walter : rejets des plaintes de Nicolas Bour et du cultivateur Théobald Grosse notamment à propos de l'entretien des chemins et de l'aliénation du quart en réserve et refus d'autoriser le maire à poursuivre en calomnie (1836, 1837) et du fermier Théobald Grosse à propos notamment du paiement de ses prestations (1838, 1839) ; classement sans suite d'une réclamation de trois conseillers contre le maire à propos d'une vente de bois (1843) ; rejet d'une plainte d'habitants contre l'ingérence du maire dans la comptabilité du bureau de bienfaisance (1847).

Procès-verbaux d'élection du maire Nicolas Houpert et de l'adjoint François Karst et d'installation du conseil (avec lettre du procureur informant le sous-préfet sur les élections, 1848).

Observations de deux habitants sur le projet de remplacer le maire (1852).

Avis favorable à la nomination de Nicolas Schang (1852).

Instruction au sous-préfet à propos d'une pétition du sieur Dufour (1852 ?).

Rejet de la réclamation du voiturier Antoine Schweitzer et du charron Jean Veiskopp contre l'inscription du maréchal-ferrant Georges Blum sur la liste électorale en dépit de sa condamnation pour vol en 1825 (1858).

Renseignements donnés au sous-préfet par le commissaire de police Ravier de Sarralbe à propos de l'animosité entre le maire et le cultivateur Pierre Hinsberger et de l'exécution de deux procès-verbaux dressés par le maire à cause d'un chien méchant et de l'enlèvement des boues (1859).

Administration du maire Georges Verschneider : lettre du maire se plaignant que le garde forestier Jean-Pierre Gay se déclare contre son administration en prévision des élections à venir (1865) ; rapport du commissaire de police de Sarralbe sur les pétitions contre le maire à l'instigation de Pierre Hinsberger, ancien séminariste et président de la Société de Saint-Vincent-de-Paul (1865) ; lettre de l'adjoint Schang informant le sous-préfet du décès du maire (1865).

Nomination de l'adjoint Gaspard Zingraff (1865, 1866).

Plainte de l'aubergiste Nicolas Bour contre le sergent de police, beau-frère du maire (1867).

Rejet des plaintes de conseillers contre l'instituteur Klein (1868).

Plainte contre le vicaire Mohr qui nuit à la propagation du français en donnant son catéchisme en allemand dans l'école et en animant des cours d'allemand (1868).

Police du maire.

Approbations des arrêtés sur la police des cabarets (1848) et interdisant la saillie des étalons et des taureaux en public (1852) et les dépôts sur les places publiques et les terrains communaux (1869).

Débits de boissons et de tabac.

Renseignements sur Julie Lang qui sollicite un bureau de tabac (1860).

Etats des condamnations du tribunal de simple police (1858, 1862).

Rapport du commissaire Leclerc sur le décès de Pierre Bouillon, domestique du cultivateur Heinsberger, à la suite d'un excès d'alcool (1858).

Antoine Klock : autorisations d'ouverture (avec rapport du commissaire Leclerc, 1858) et de transfert dans un autre local (1859).

Brasseur Joseph Pilmès : autorisation de débiter de la bière (1862) et avis favorable à l'ouverture d'un débit à Paris (1863).

Surveillance d'individus.

Renseignements sur la famille du journalier Michel Loënger d'Ars-sur-Moselle, domicilié à Rémering (1854).

Transmission des extraits d'actes de naissance d'Anne-Marie Guerber, jeune détenue, et de Georges et Anne-Marie Thiriart (1855).

Colporteur gracié Jacob Asser : transmission d'un mandat de 80F pour se rendre de la chaîne à Brest à Rémering (1858) et délivrance d'un passeport pour se rendre de Rémering à Boulogne (1859).

Demandes de renseignements sur le dénommé Pilmès, professeur à la Chapelle dans l'Aisne, qui est candidat au concours d'admission de surnuméraires stationnaires dans les lignes télégraphiques (concerne aussi Jean-Pierre Schmitt de Haspelschiedt, 1860, 1861).

Lettres du maire informant du départ de Catherine Zingraff, forçat libérée, pour Blies-Ebersing (1859), sur la libération de Michel Weisse, détenu pour délit de mendicité à Metz, qui a l'intention de devancer son appel (1859), demandant des renseignements sur l'arrivée à Rémering du réclusionnaire libéré Alexandre Asser (1859), informant de l'autorisation donnée à Jean Ditsch de s'installer à Longeville-lès-Saint-Avold (1862), du maire de Sarreguemines informant de la délivrance d'un passeport gratuit pour Rémering en faveur de Jean Goetschel, libéré d'une condamnation pour contrebande (1865).

Etrangers.

Extraits du registres des déclarations concernant le ventouseur Joseph Levy, les marchands-quincaillers Judas Volf et Michel Lyon, les journaliers Michel Hesse, Christian Grund et Jonas Loudvig, le tisserand Jean-Nicolas Karmann, le militaire retraité, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur Jean Fischer, le boulanger Jean-Georges Merkel et le fileur de laine Adam Fromme (1825).

Incendies.

Déclaration d'un incendie chez le maire Nicolas Houpert et examen de sa demande tendant à être déchargé de ses contributions directes et à obtenir un secours (1852).

Arrestation du propriétaire Antoine Baumeler pour avoir volontairement incendié sa maison (1855).

Rapport et correspondance sur un incendie important (1855).

Procès-verbal de gendarmerie constatant un incendie dans la forêt communale (1864).

Approbations des votes de 29,70F pour l'achat de 26 ceintures aux sapeurs-pompiers (1862), 40,60F (1864) et de 77,20F pour les dépenses occasionnées par des incendies (1867).

Militaires.

Avis favorable à la demande de Jean Beck, soldat de la classe de 1848, tendant à obtenir l'autorisation de se marier (1855).

Quittance de paiement de la solde de l'ancien matelot de 3e classe Pierre Loenger pour ses services sur le Darien de 1854 à 1856 (1859).

Garde nationale : autorisations de payer 150F pour les frais d'équipement (1831) et 70F pour l'achat de deux caisses de tambour (1831) ; délibération demandant la remise de l'indemnité de 208,43F à payer pour dégradation aux armes (1856) et vote de 50F pour la dégradation des armes (1857).

Secours à la fabrique.

Approbations des votes de subventions de 200F pour payer le supplément de traitement du vicaire (1831, 1832) et de 410F à répartir sur les trois communes concernées (avec délibération du conseil de fabrique de 1851, 1853).

Assistance publique.

Instruction ordonnant que le maire délivre un certificat d'indigent au cultivateur Jean Schweitzer jeune (1827).

Renseignements sur ce que laisse Catherine Schweitzer, décédée à l'asile de Stephansfeld (1852).

Observations sur le passeport délivré à Marguerite Schlang, condamnée libérée, pour se rendre de Rémering à Nancy (1852).

Renseignements sur la fortune du sieur Opfermann dont les enfants sont admis provisoirement à l'hospice Saint-Nicolas (1852).

Demande de renseignements sur la mère de Marguerite Doufflot après son admission au nombre des enfants abandonnés (1853).

Refus d'allouer un secours sur le fonds de deux millions mis à disposition pour les établissements de bienfaisance (1854).

Demande d'admission dans un hospice de Christine Brucker (1854).

Admission de Marie Zingraff au dépôt de mendicité (1855).

Admissions d'orphelins élevés aux frais du département : lettre informant le maire de l'admission de Marguerite Gratus (1856) ; admission de Thérèse Opfermann, recueillie par le père Joseph Schwartz (1858).

Lettre du maire à propos de Marie Odva, demeurant à Combles-en-Meuse, qui a déposé un enfant à l'hospice de Bar-le-Duc (1855, 1856).

Votes de 50F en faveur des victimes des inondations (1856) et de 78F pour le traitement de Michel Veis à l'hospice de Plombières (1858).

Délivrance d'une gratification de 50F à Nicolas Thil, ancien soldat du 2e régiment de chasseurs d'Afrique, pour avoir sauvé les garçons Jean et Henry Muller d'une noyade dans un puits (1859, 1860).

Approbations des votes de 52,65F pour fournir des médicaments aux indigents (1862), de 50F pour compléter les secours aux indigents (1862), de 39F pour acheter des billets de loterie en faveur des victimes de la grêle (1864) et de 50F pour les frais de cercueils des indigents victimes du choléra (1866).

Industrie.

Arrêté autorisant Pierre Walter à établir une tannerie dans le jardin attenant à sa maison et aboutissant sur le ruisseau dit Mutterbach (1827).

20560/2

Comptabilité.

1812 - 1870

Fournitures militaires.

Instructions ordonnant que le maire répartisse 13150,25F et évalue le prix des fournitures faites et fasse délibérer sur la délivrance d'une coupe extraordinaire pour solder les dettes (1817), sur la réclamation de Pierre Schweitzer tendant à obtenir le paiement de 140F pour fourniture d'eau-de-vie et indemnité de logement (1819), ordonnant de poursuivre les retardataires sur le paiement du rôle de nivellement et que le secrétaire de mairie rende ses comptes (1819, 1820).

Arrêté réglant le compte de l'ancien secrétaire de mairie Muller en 1815 (1820).

Instruction annulant le rôle de nivellement et ordonnant de refaire un état exact (1821, 1822).

Instruction ordonnant d'examiner la demande de six habitants tendant à être exemptés du paiement d'une amende prononcée pour des délits forestiers (1819) et mise à disposition de 1134F pour indemniser la veuve Walter et six autres personnes pour des fournitures faites en 1813 et 1814 (1822, 1823).

Réclamation d'habitants tendant à obtenir le paiement de leurs indemnités (1825).

Rapport, avis et observations sur le nouveau rôle de nivellement (1825).

Transmission du dossier au sous-préfet pour un nouvel examen : instructions, délibérations, correspondance avec le maire Beuck, décision du conseil départemental, mandat de remboursement de 1322,04F, rôle de répartition et état des paiements faits au receveur en 1815 (1817-1825).

Réclamations d'habitants et décision du conseil de préfecture réglant le rôle et ordonnant la mise à disposition de 11756F pour payer les dettes de l'invasion (concerne aussi le versement d'un acompte pour établir des chaussées, 1825, 1826).

Mise à disposition de 1000F pour Richeling pour rembourser le contingent dû pour les dettes contractées pendant la guerre (1826, 1827).

Vérification des comptes.

Arrêté réglant le compte rendu par le maire Veinland des recettes et dépenses faites de 1808 à 1812 (1812).

Instructions sur le paiement du reliquat dû à la veuve de l'ancien maire Muller pour sa gestion de 1791 à l'an II (1820).

Jugement extraordinaire du compte communal de Rémering-Richelung présenté par le percepteur Repichet (1828).

Compte rendu par François-Louis Répichet des recettes et dépenses faites pour le bureau de bienfaisance en 1829 (1830).

Recettes.

Remboursements de sommes provenant de la vente du quart en réserve et placées au Trésor : mises à disposition de 2249F pour solder la route de Metz à Strasbourg et acquitter le prix d'une cloche (1823, 1824) et de 340F pour solder le contingent de 1000F dû pour la construction de la route de Metz à Strasbourg (1823, 1824).

Instruction sur l'établissement de redevances sur les portions pour couvrir un déficit (1855).

Difficultés avec le conseil municipal et fixation de la taxe au rôle des redevances sur les biens communaux (1856).

Délibération demandant la réduction du taux de la rétribution scolaire (1858).

Dépenses.

Observations et autorisation de payer le prix de l'abonnement au Courrier de la Moselle (1833).

Instruction ordonnant le paiement d'une dette de 45,25F au Trésor pour des frais de procédures dans lesquelles la commune s'est portée partie civile (1851, 1852).

Lettre du sieur Jung de Puttelage informant le sous-préfet de la situation financière de la commune (1853).

Délibérations votant des crédits pour régulariser les comptes du receveur et lui verser ses remises (1856-1862) et le déchargeant des cotes irrécouvrables (1856-1866).

Votes de crédits : vote de 90,85F pour la reliure des archives (1857), approbations des votes de 30F pour les droits de timbre et d'enregistrement (1860) et de 104,80F pour les fournitures faites par le marchand de fer et de bois Vack de Puttelage pour un pont provisoire et l'équipement des écoles (1861), d'une délibération proposant d'aliéner une partie du capital placé en rentes sur l'Etat pour se libérer de la soulte à verser à l'Etat (1862), d'un crédit supplémentaire de 35F (1862), de 14F pour frais de confection des tables décennales (1862), de 30F pour les droits de timbre (1863) et de 8,70F pour payer les frais d'avertissement et de timbre du rôle des redevances de 1869 (1870).

20560/3

Personnel.

1829 - 1867

Organiste-chantre.

Instruction sur le mode de répartition de son traitement entre les trois communes concernées (1835).

Cantonnier.

Lettre du maire à propos du paiement de 25F (1839).

Vicaire.

Mandat de paiement de 300F à Jean-Pierre Louis pour solder son traitement (1849).

Vétérinaire cantonal.

Avis favorable au paiement de 53,64F (1859).

Rabbin de Sarreguemines.

Approbation du vote de 200F à titre d'indemnité (1867).

Pâtres.

Révocation du berger et décision du conseil de préfecture autorisant la commune à traduire en justice l'ancien pâtre Nicolas Baase pour le faire condamner à évacuer la maison communale qu'il occupe (1829, 1830).

Lettre du maire faisant l'éloge du brigadier de gendarmerie Fischer de Puttelage et du gendarme Mourer pour avoir sauvé la vie du pâtre Jean Schwartz (1865).

Secrétaire de mairie.

Refus de rembourser à l'ancien greffier 70,20F de frais de boissons et 4,37F de frais d'adjudication et autorisation donnée au maire de lui faire payer 2,40F pour fournitures de timbres (1841).

Vote d'une gratification de 50F au sieur Melchior pour le dénombrement et la statistique industrielle (1856).

Institutrices.

Vote d'un supplément de traitement pour 1855 et 1856 (1856).

Approbations du vote d'un traitement de 800F pour les deux soeurs de la congrégation de Peltre à charge d'entretenir une femme de service pour la salle d'asile (1860) et de la délibération fixant le taux de la rétribution scolaire des enfants pauvres de la salle d'asile (1860).

Sage-femme.

Approbations des votes d'un traitement annuel de 70F (1860, 1861).

Gardes champêtres.

Délibérations proposant de nommer le charron Antoine Schwartz pour remplacer le démissionnaire Antoine Schwartz (1844) et proposant Nicolas Durang et Jean Muller comme gardes supplémentaires (1847).

Révocation de Nicolas Brucker (1847, 1848).

Proposition de nommer Antoine Schwartz pour remplacer Jean Schwartz aîné nouvellement nommé sergent de police (1851).

Refus de nommer le sergent de police Michel Entzinger comme garde champêtre provisoire (1852).

Instruction sur la nomination du cantonnier Philippe Held comme garde auxiliaire et approbation de son traitement de 275F et de l'adjudication des boues (1857).

Sergents de police.

Révocation de Pierre Held (1828).

Délibération nommant Antoine Schwartz en qualité d'appariteur et sergent de police en remplacement de Michel Entzinger (1857).

Rejet d'un arrêté du maire prescrivant aux officiers ministériels de recourir au sergent pour augmenter ses émoluments (1859).

20560/4 - 20560/5 Biens communaux.

1746 - 1870

20560/4

Propriété, abornement, plantation, aliénations, cens, portions communales et d'affouage, exploitation, troupeau, réseaux d'eaux.

1816 - 1870

Propriété.

Décision du conseil de préfecture autorisant la commune à déférer en justice contre les prétentions du sieur Walter sur un terrain longeant la traverse du village (1827).

Délibération et tableau indiquant la nature, la contenance et le mode de jouissance des biens communaux (1847).

Réclamation du directeur des contributions directes et paiement de 45,25F pour les frais du procès perdu contre les sieurs Karst, Hirschberger et Glad (1851, 1852).

Procès contre Pierre Hirschberger : autorisation de plaider contre les prétentions d'un particulier à la propriété d'un usoir (avec plan, arrêté préfectoral d'alignement de 1829 et jugement d'une affaire semblable à Rimling en 1835, 1863, 1864) ; approbation du vote de 426,03F pour payer les frais (1866) et paiements des avoués Bernard et Wolff de Sarreguemines (1866, 1867).

Abornement.

Autorisation de procéder à l'arpentage et à l'abornement des propriétés anticipées notamment sur le chemin de Hilsprich (1865).

Plantation.

Refus du conseil municipal de voter un crédit pour planter des arbres sur les chemins (1856).

Opérations immobilières.

Autorisation d'échanger un jardin pour y bâtir contre un terrain appartenant au tisserand Clément Lang (1843).

Aliénations : instruction sur le projet de vendre huit parcelles (1848) ; délibération proposant de vendre trois parcelles pour créer des ressources (1862).

Rentes foncières.

Autorisations données au receveur des domaines de Sarralbe de recevoir du cultivateur Joseph Grosse le remboursement du capital du cens dû pour trois arpents de terre (1822, 1823) et à Jean-Pierre Menuisier de rembourser le capital d'un cens dû à l'Etat (1828).

Lots de portions communales.

Observations sur la location des portions vacantes par décès sans renonciation expresse des détenteurs susceptibles d'en être pourvus (1824).

Réclamation du journalier Louis Schwartz contre l'entrée en jouissance de Jean Fritz jeune avant lui (1836).

Refus de retirer le lot attribué à Joseph Goetschel quoiqu'il soit détenu hors de la commune pour vol (1837, 1838).

Réclamation de l'étranger Chrétien Augsburgger et avis du maire défavorable à la réintégration des étrangers en jouissance (1849).

Lettre du maire demandant la validation d'une délibération de 1847 excluant de la jouissance les célibataires et donc les filles Koscher (copie 1847, 1860).

Réponse du maire à une réclamation des propriétaires Jean-Nicolas Grosse, Antoine Fischer, Georges Nicaise et Bernard Wolff contre leur exclusion du partage (1867).

Règlement de jouissance : refus d'approuver le règlement voté par le conseil municipal (1847) ; observations au maire sur le mode de jouissance (1848) et sur le projet de modifications (avec copies de délibérations de l'an X, l'an XI et 1847, 1850, 1851) et instruction demandant son avis au sous-préfet (1852) ; approbation du nouveau règlement et de la mise en jouissance de Jean Goetschel fils (1858) ; observations sur le projet de modifications (avec liste des habitants pour et contre, 1866) et approbation du nouveau règlement incluant les célibataires à la participation aux avantages communaux (1867).

Rejets des réclamations des filles Hey, célibataires, contre le retrait du lot délaissé par leurs parents (1821), du sieur Bourgasse et de sa soeur tendant à entrer en jouissance au motif qu'ils paient des cotisations (1822) et de la demoiselle Catherine Heilig à l'effet d'obtenir une portion (1850, 1851).

Approbations des délibérations mettant en possession Antoine Kloch, Antoine Grosse, Pierre Zingraff, Antoine Schwartz, Joseph Mathias, Nicolas Verschneider et les dames Laroche, Lange et Opferman (1853), refusant de réintégrer Joseph Goetschel en possession d'un lot (1858, 1859), décidant l'abornement des lots pour mettre un terme aux contestations entre les détenteurs (1861) et mettant en possession le cultivateur Georges Zingraff, Louis Schwartz et le sieur Brix (1868).

Lots d'affouage.

Avis du maire sur la réclamation des conseillers André Rapp, Pierre Koenig et François Karst contre l'admission au partage de l'étranger David Hermann (1846, 1847).

Instruction sur une demande de jouissance présentée par le sieur Noé (1852).

Admission au partage d'Anne-Marie Best, veuve de Jean-Nicolas Brucker (1855).

Approbations des délibérations refusant d'admettre Jean Rostucker au partage au motif qu'il a déménagé à Hilsprich (1857) et retirant la portion attribuée à Elisabeth Weiskopp, veuve Schweitzer, au motif qu'elle vit avec son père (1864).

Réclamation du cordonnier Jean-Nicolas Grosse tendant à être maintenu en jouissance : avis favorable à la délibération refusant de le réintégrer au motif qu'il vit avec son père (1864) et décision du conseil de préfecture autorisant la commune à ester en justice (1864).

Réclamation classée sans objet du cultivateur Louis Schwartz contre le refus du conseil municipal de l'admettre au partage (1868).

Exploitation.

Autorisations de vendre les lots d'affouage impayés (avec états nominatifs des redevables (1854), de louer la maison laissée vacante après le décès de la sage-femme (1866), de vendre les écorces des coupes affouagères et des arbres et de louer les boues du village, les pâtures de prés et de chemins, le jeu de quille et une maison communale (1866, 1867).

Ventes d'arbres : autorisations d'abattre six arbres gênant la circulation sur le chemin appelé Schottenhoffer vers Richeling (1832), de vendre un chêne dépérissant sur le chemin vicinal dit Nadved (1838) et d'abattre un peuplier le long du chemin d'intérêt commun n° 39 de Hilsprich à Hundling par Woustviller (1856) ; procès-verbal de vente des produits de l'élagage des peupliers (1849) ; avis favorables à la vente de trois chênes, 11 hêtres et 75 fagots (1854) et au vote de 39F pour frais d'élagage de peupliers (1859) ; délibérations demandant l'autorisation d'exploiter les peupliers situés sur le chemin d'intérêt commun n° 39 pour financer des travaux de voirie (1859) et proposant d'abattre les peupliers bordant ce chemin (1861) ; approbations des votes de 39,25F pour payer l'élagage des peupliers sur le chemin vers Saint-Jean-Rohrbach et l'abattage de trois peupliers (1861) et de 78,95F pour payer les frais de la vente des peupliers du chemin d'intérêt commun n° 39 (1862).

Locations de terrains : procès-verbaux de locations des pâtures des chemins, d'une friche au canton Bilvasen et du patural dit Schwartzlach (1842-1849) ; avis favorable à la demande de mise en adjudication pour trois ans d'une friche au canton Bilvasen et d'un pré au canton Schwartzlach (1858) ; canton Stangenvall : avis favorable à la location d'une friche située dans le quart en réserve pour financer la construction du presbytère (1864), autorisation de louer la récolte d'une clairière de 40 ares (1864), observations et approbation de la location d'une mare sans la présence d'un agent forestier (1867) et autorisation de renouveler le bail de location des herbages d'une mare dite Lenzenpoul (avec observations proposant d'annuler le procès-verbal, 1870).

Droits de chasse : état de la location (1850) ; autorisation donnée à Jean-Georges Houpert, maire de Nelling, de s'associer à son frère Jean-Nicolas Houpert, maire de Rémering (1852, 1853) ; instruction ordonnant de procéder à une nouvelle adjudication (1860) ; délibération approuvant le procès-verbal de location aux cultivateurs Philippe, Nicolas et Jean-Georges Houpert (1860) ; approbations des cessions de droits détenus par le co-fermier Jean-Georges Houpert à Jean-Adam Massing, l'acceptant pour son fils mineur (1864) et détenus par Philippe Houpert à Victor Houpert (1865).

Troupeau commun.

Refus d'approuver le règlement défendant aux habitants de Richeling de faire sortir leurs oies pour les envoyer à la pâture (1824).

Réseaux d'eaux.

Curages : autorisation d'adjuger au rabais le curage sur les fossés séparant le ban de Rémering de celui de Grundviller (1816) ; arrêté autorisant le curage du ruisseau dit Rohrviesgraben (1853) ; arrêté accordant un délai pour l'achèvement du curage du Mutterbach (1853) ; vote de 9,88F pour les frais de curage du ruisseau de Sourviesergraben (1857).

Puits : autorisation de faire des réparations (1831) ; approbation d'une délibération proposant de construire une pompe par voie d'économie (1863).

20560/5

Forêt.

1746 - 1869

Repeuplement.

Avis favorable à une soumission de particuliers proposant de repeupler les bois par semis (1806).

Lettre du maire demandant l'autorisation de faire fournir par les habitants concessionnaires dix litres de glands et deux journées de prestations pour reboiser un terrain de six hectares (1847).

Gardes forestiers.

Instruction ordonnant au maire d'exciter le zèle du garde en attendant son remplacement (1815).

Plainte de la commune et révocation du sieur Blaisius pour ne maintenir qu'un seul garde (1831, 1832).

Rapport du sous-préfet sur la réclamation du procureur du roi de Sarreguemines se plaignant du refus du maire de recevoir l'affirmation des procès-verbaux dressés par le garde Gérard (1838, 1839).

Salaire : arrêtés du préfet fixant le traitement à 300F (1832) puis à 400F (1840) ; approbation du vote d'une augmentation de 20F (1861).

Délits forestiers.

Décision ministérielle confirmant les condamnations prononcées contre les habitants pour délit d'enlèvement de glands (1839).

Délibération accordant un délai d'enlèvement à l'entrepreneur Franckauer de Goetzenbruck et proposant de lui faire remise de l'indemnité de 50F (1856, 1857).

Approbations des délibérations renonçant aux réparations civiles dues par Antoine Schwartz, entrepreneur de la coupe affouagère, pour n'avoir pas fait enlever 30 corps d'arbres dans le délai prescrit (1855), par le cultivateur Auguste Bise de Hellimer pour avoir coupé un baliveau chêne dans la coupe affouagère (1858) et par Joseph Pierra pour enlèvement de feuilles mortes (1867).

Délits commis par le cultivateur Jean Schweitzer : lettre du maire approuvant le procès-verbal dressé par le garde Pierre Blaisius (concerne aussi les menaces proférées contre la mère du cordonnier Jean-Nicolas Zingraff et son comportement pendant les réquisitions de voitures, 1814) ; refus de le dispenser de payer une amende de 79,28F (1824) ; refus du ministre de l'intérieur de lui faire remise des dommages et intérêts (1825) et décision de continuer les poursuites pour en obtenir le recouvrement (1826, 1827) ; refus du ministre des finances de lui faire remise des condamnations prononcées pour délit de pâturage (1833).

Partage des bois indivis entre Richeling et Holving.

Instructions demandant au sous-préfet d'examiner la demande de partage présentée par Richeling et refusée par Holving (1818), réglant le lieu et la direction des adjudications de coupes (1821) et autorisant le partage (1822).

Lettre du sous-préfet à propos du partage du produit de la vente du quart en réserve indivis (1823).

Pétition du maire de Holving et instruction ordonnant au sous-préfet de régler l'affaire (1824).

Instruction au sous-préfet sur les actes réclamés par Richeling et conservés à la préfecture de Nancy (1824).

Réclamation des habitants de Holving et prescription d'un mode de partage provisoire en attendant le règlement de l'affaire (1826, 1827).

Action judiciaire : instruction ordonnant au sous-préfet d'entendre les conseils municipaux sur la consultation de trois avocats pour le règlement du partage (1826, 1827) ; décision du conseil de préfecture autorisant les deux communes à soutenir réciproquement leurs droits devant les tribunaux (1827) ; demande non avenue de Richeling tendant à obtenir l'autorisation d'actionner Holving en justice pour la contraindre à restituer des terrains (1828).

Paiement des experts Collinot, Thiebaut et Barth : pétition tendant à obtenir le paiement de leurs honoraires (avec correspondance sur la contestation par Richeling du procès-verbal des experts, 1824) ; observations, rapport et avis du sous-préfet sur le règlement des frais (1825) ; réclamation du juge de paix Collinot tendant à obtenir le paiement de ses vacations (1825) ; instruction ordonnant au sous-préfet de presser le règlement de l'affaire pour payer les experts (1825).

Délimitation.

Délibération rejetant la demande de Mathias Hinschberger, fermier de Schmaltruff à Holving, tendant à être autorisé à élaguer les arbres situés sur les lisières des forêts Langschvantz et Stangenvald (1859).

Quart en réserve de Rémering.

Procès-verbaux de visite et de reconnaissance et de mise en règle et apposition (1746, 1774).

Refus d'autoriser l'exploitation par forme de jardinage et autorisation de faire abattre 32 chênes et hêtres sur les chemins traversant les coupes ordinaires aux cantons Paffenbusch et Billevald (1830).

Renseignements sur les possibilités de coupes (1866).

Instructions sur la procédure à suivre pour demander l'autorisation d'exploiter (1817) et ordonnant la remise en vente de la coupe restée invendue (1849).

Autorisations de vendre une coupe de 56 hectares (1819, 1820), d'exploiter par forme de jardinage et de vendre 400 vieux arbres (1829), de délivrer 32 arbres par forme de jardinage (1833), de vendre un terrain boisé de 7,80 hectares pour financer les réparations de l'école et des chemins (1834, 1835), de vendre les produits provenant d'une coupe de nettoyage (avec refus d'en partager le produit entre les habitants, 1843, 1844), d'exploiter une coupe de six hectares (1854), d'exploiter par économie une coupe de 5,94 hectares restée invendue (1854, 1855), d'exploiter une coupe extraordinaire de 8,03 hectares restée invendue (1860), de faire exploiter par économie la coupe autorisée de 8,51 hectares (1861) et d'exploiter par économie une coupe de 3,27 hectares restée invendue pour financer la reconstruction du presbytère (1863).

Délibérations demandant la délivrance d'une coupe extraordinaire de sept à huit hectares (1856), l'autorisation d'exploiter 16 hectares en deux lots pour financer l'église (1859) et un restant de coupe de 3,19 hectares (1862), approuvant le projet de l'architecte Schatz et demandant la délivrance d'une coupe extraordinaire pour financer la reconstruction du presbytère (1865, 1866).

Approbations des votes de 60F pour payer les frais occasionnés par la vente des produits d'une coupe extraordinaire (1862) et de 452,90F pour payer les frais de façonnage d'une coupe extraordinaire (1864).

Coupe affouagère.

Autorisation de vendre les écorces (1850).

Procès-verbaux de ventes des ételles et bois et des écorces de la coupe (1846, 1849).

Refus d'autoriser l'exploitation d'arbres dans le quart en réserve et autorisation de faire abattre huit chênes anciens et 20 chênes et hêtres modernes dans la coupe pour financer la réparation de l'école (1834).

Décision du conseil de préfecture annulant le procès-verbal de récolement de la coupe de 1839 conformément à la pétition de l'adjudicataire Jean Schwartz (1842).

Lettre informant le maire de l'autorisation d'exploiter une coupe extraordinaire (1850).

Rectification de l'arrêté fixant le 20e de la valeur de la coupe (1855).

Votes d'un crédit complémentaire de 40F pour payer les frais de curage des fossés périmétraux (1856) et de 85,84F pour compléter les frais d'exploitation (1856).

Avis favorable au vote de 39,48F pour solder les frais de façonnage de la coupe de 1857 (1859).

Ventes d'une partie des produits : approbation du procès-verbal de vente et autorisation de payer 270,32F pour les dépenses d'un incendie (1823, 1824), procès-verbal d'adjudication des bois façonnés (1831), rejet d'une réclamation suscitée par le desservant contre la vente du bois provenant du nettoyage (1843), autorisations de vendre les produits mis hors de partage notamment pour financer l'agrandissement de l'église et la reconstruction du presbytère (1842-1865) ; rejet de la réclamation du maire contre la modification de la base du tarif pour le paiement des droits d'enregistrement sur la vente du bois impartageable (avec copie d'une instruction de 1855 sur les perceptions, 1869).

Délivrances de produits et autorisations de les réunir à la coupe (1852-1866).

Délivrances de produits forestiers.

Autorisation de délivrer un arbre à la veuve Klocq pour réparer la toiture de sa maison (1821), de vendre 37 chênes et hêtres situés sur un chemin traversant le canton Brouschveg (1830), d'extraire des vieilles souches pour les partager entre les habitants (1830, 1831) et d'exploiter deux chênes et huit hêtres dépérissants dans les cantons Wurtzbusch, Paffenbusch et Stangenvald (1850).

Bois de chauffage : autorisations de délivrer cinq chablis hêtres pour les indigents (1855), des chablis pour l'école et la mairie (1859) et le bois provenant de l'ouverture de tranchées dans le quart en réserve pour la salle d'asile (1860) ; rejet de la demande présentée par le garde forestier Gay tendant à obtenir la délivrance gratuite de six stères de bois de souches improductives (1866).

20560/6 - 20560/7/7 Bâtiments communaux.

An XIV [23/09/1805 - 23/09/1806] - 1870

20560/6

Protection, équipement, entretien général, maison de pâtre, écoles.

An XIV [23/09/1805 - 23/09/1806] - 1864

Protection.

Pompe à incendie : autorisations d'achat (1831) et d'une dépense supplémentaire de 420F pour la construction d'une remise (1831).

Assurance des édifices : autorisation d'imputer sur les fonds placés au Trésor une somme de 527,83F pour payer la Société d'assurance mutuelle contre l'incendie et répartition de la dépense entre les deux sections (avec quittances de 1827 à 1829, 1830, 1831) ; approbation du vote de 20,65F pour compléter les frais (1860).

Equipement.

Achat d'une cloche au fondeur Edel de Strasbourg : instruction sur le paiement des sommes dues par Grundviller et Rémering (1824).

Ecoles : approbation du devis d'ameublement des deux salles (1840) ; vote de 47,55F pour solder les fournitures de livres (1856) ; approbations des votes de 250F pour meubler la salle d'asile (1860) et de 45F pour établir de nouveaux chaudrons dans les calorifères (1864).

Entretien général.

Réparations de l'église et du presbytère : pétition du desservant tendant à obtenir la mise en adjudication des travaux (an XIV) ; transmission du projet (avec devis et plan du village, 1806, 1807) ; instructions ordonnant à l'ingénieur ordinaire Royer d'examiner le projet (1806, 1807) et de faire délibérer sur la vente du quart en réserve afin de statuer sur le devis estimatif des dépenses (1806, 1807).

Réparations des édifices : rapport du sieur Aubert prévenant le sous-préfet du retard pris par l'adjudicataire Nicolas Dressel (1817) ; réception des ouvrages et autorisation de payer 858,67F à Louis Decker pour solder l'achèvement des travaux (1818, 1819) ; autorisation donnée au maire de Grundviller de faire payer 660F pour le contingent dû par sa commune (1821).

Approbation du projet de réparation du presbytère et de construction des murs du nouveau cimetière (1837, 1838).

Réparations de la toiture de l'église et du presbytère : approbation du devis et autorisation de répartir les dépenses sur les trois communes concernées (1846) ; réclamation du maire tendant à obtenir le remboursement des contingents dus par Grundviller et Richeling (1847, 1848).

Approbation des plans et devis de reconstruction d'une partie du mur du cimetière et de réparation de la flèche du clocher (1849).

Réparation du pont sur la Mutterbach, d'un pavé dans une ruelle et du mur du cimetière : approbation du devis (1858) ; avis favorable au vote de 380,48F pour solder les travaux (1859).

Avis favorable au vote de 100F pour compléter les frais d'entretien des maisons communales (1860).

Maison de pâtre.

Délibération portant vote de 66,55F pour financer des réparations (1857).

Ecoles.

Construction d'une école pour les deux sexes : estimation du quart en réserve et approbation des plans et devis (1838) ; délivrance d'un mandat de remboursement de 3000F placés au Trésor pour payer un acompte (1838) ; autorisation d'imposer une modification à l'entrepreneur Decker (1839) ; délivrance d'un secours ministériel de 2000F (1839) ; paiement de 3697,38F pour solder l'entrepreneur (avec devis et procès-verbal d'adjudication, 1837-1845).

Avis d'approuver un devis de 425,40F pour des travaux et fournitures aux écoles (1854).

Reconstruction d'une partie de la façade : délibération approuvant la soumission de Nicolas Hen de Saint-Jean-Rohrbach moyennant une augmentation de 16 % (1856) ; approbation du devis et procès-verbal d'adjudication des travaux à Jacob Kreutz d'Altwiller (1856, 1857) ; délibération votant 176,23F pour des travaux supplémentaires à exécuter pour l'entière restauration (1858) ; avis favorables aux votes de 53,75F pour payer les honoraires de l'architecte Desgranges de Sarreguemines (1858) et de 253,69F pour solder les travaux (1859).

Construction d'une salle d'asile : réclamations du curé Veber demandant l'intervention du sous-préfet (1855, 1856) ; rejet par le conseil municipal du projet élaboré par l'architecte Louis Schwartz de Sarreguemines (1856, 1857) ; approbations du projet modifié de Schwartz (avec plan, 1857, 1858) et de l'acte d'achat d'une partie de maison à Pierre Pierra (1857, 1858) ; adjudication des travaux à Louis Arnould de Courcelles-Chaussy (1858) ; instructions ordonnant que le receveur municipal paie un acompte et la purge légale des hypothèques de l'acquisition immobilière (1858) ; approbation du devis des travaux supplémentaires (1859) ; paiements des frais d'achat de l'immeuble (1858, 1859) ; avis favorable au vote dispensant l'entrepreneur de payer un cautionnement (1859) ; renseignements de l'architecte sur l'état d'achèvement des travaux et les constructions communales en cours et avis favorable au vote de 836,60F pour solder les travaux (1860).

Approbation du vote de 100F pour reconstruire les lieux d'aisances de l'école des filles (1863).

20560/7

Eglise, presbytère, cimetière.

1809 - 1870

Eglise.

Construction d'un escalier en pierres de taille et établissement d'un pavé à l'entrée : autorisations de faire exécuter les travaux par économie (1827) et de rétablir un aqueduc en dépit des contestations de plusieurs habitants (1828).

Autorisation de faire payer 112F pour les frais de réparation du clocher (1832).

Approbations des devis de réparations notamment de la toiture (1841) et de reconstruction du mur de soutènement des parois de l'édifice (1849).

Demande tendant à obtenir l'approbation du vote de 109,25F pour financer des réparations (1849).

Agrandissement de l'édifice : délibération du conseil de fabrique et projet dressé par Jacquemin (avec plan et pétition des habitants s'opposant à l'avis défavorable du conseil municipal, 1857, 1858) ; réclamation du curé tendant à obtenir l'exécution des travaux (concerne aussi un scandale à l'encontre de la soeur institutrice, 1858, 1860) ; nouveau projet établi par l'architecte Joseph Schatz (avec 3 plans et extrait du plan d'alignement, 1859, 1860) ; adjudication des travaux à Charles Wuinsch de Keskastel et Jean Nisy de Metz (1860) ; approbation du devis supplémentaire et observations sur le vote à titre d'avance de 664,45F pour le contingent de Richeling (avec 2 plans, 1861, 1862) ; approbation du vote d'un crédit provisoire de 9000F (1861) ; demande d'un mandat de remboursement de 2500F placés au Trésor (1861) ; lettre du maire informant le sous-préfet que le couvreur Jean Bellet de Metz, cessionnaire de Jean Nisy, a fait terminer les travaux (1863) ; explications du sous-préfet sur le retard pris dans l'exécution des travaux (concerne aussi d'autres affaires de l'arrondissement, 1864) ; approbation du vote de 114,73F pour solder les travaux (1864) ; remboursement du cautionnement à Jean Nisy et à Jean Bellet (1865, 1866) ; répartition des dépenses entre les trois communes composant la succursale (avec rejets des demandes de séparations de Grundviller et refus de Richeling de contribuer aux dépenses, 1857-1866) ; approbation du décompte des travaux (avec une lettre informant du départ de Wuinsch pour l'Amérique, 1865, 1866).

Embellissement de la place publique devant l'église et l'école : réclamation du maire tendant à obtenir la suppression de la place à fumier de Jean Mager (avec extrait du plan d'alignement, 1862) ; approbation du vote d'un crédit complémentaire de 73,75F (1863) ; délibération approuvant les travaux exécutés par économie (1863) ; décision du conseil de préfecture autorisant la commune à ester en justice sur la revendication de propriété de Magre (1863).

Approbations des votes de 48F pour réparer le toit (1865), de 220F pour réparer le clocher (1865) et de 50,78F pour l'entretien du toit (1867) et avis favorable au projet de restauration du clocher (1868).

Presbytère.

Achat : autorisation d'acquérir l'ancienne maison de cure appartenant à Jean-Nicolas et Joseph Zingraff et de la payer sur le produit de la vente des affouages en trois ans (avec plan, 1809-1813).

Approbation des délibérations des communes de la succursale votant les fonds nécessaires à la réparation (1850).

Avis favorable au vote de 80F pour payer des réparations urgentes (1858).

Reconstruction : lettre du maire demandant l'exécution des travaux prévus depuis trois ans (1865) ; délibération du conseil de fabrique (1865) ; rapport de l'architecte Joseph Schatz sur l'état actuel de l'édifice (1865) ; approbation du projet et autorisation d'adjudger les travaux (1864-1866) ; adjudications des travaux à François Barbe de Wiesviller (1866) ; approbation d'une délibération proposant de remplacer les tuiles creuses du faîtage du toit par des ardoises (1866) ; délibérations de Grundviller et Richeling refusant de contribuer aux dépenses (1867) ; approbation du décompte des travaux (1868, 1869) ; réception des

ouvrages, paiement de l'entrepreneur et de l'architecte (avec devis, avant-métré et détail estimatif, 1864-1870) ; répartition des dépenses entre les trois communes concernées par fixation de la valeur locative (1862-1868).

Cimetière.

Autorisation d'acheter un emplacement au cultivateur Antoine Karst, approbation du procès-verbal d'adjudication de dix terrains, observations et autorisation de payer 25F pour solder le vendeur (avec plan, 1833-1835).

Autorisation de restaurer les murs (1856) et procès-verbal d'adjudication des travaux à Jacob Kreutz (1857).

Approbation du vote de 500F et autorisation de faire exécuter la reconstruction d'une partie des murs de l'ancien cimetière (1859).

20560/7/1 - 20560/7/6 Agrandissement de l'église.

1857 - 1861

20560/7/1

Projet de l'architecte Claude Jacquemin.

1857

20560/7/2 - 20560/7/6 Projet de l'architecte Joseph Schatz de Sarreguemines.

1859 - 1861

20560/7/2 - 20560/7/4 Projet initial.

1859

20560/7/2

Plan.

1859

20560/7/3

Coupe longitudinale.

1859

20560/7/4

Coupe et façade.

1859

20560/7/5 - 20560/7/6 Modifications du projet.

1861

20560/7/5

Façade longitudinale.

1861

20560/7/6

Face de l'abside.

1861

20560/7/7

Achat d'une maison pour servir de presbytère.

Plan dressé par le conducteur des ponts et chaussées Weylandt.

1810